

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 16 décembre 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux services de location de voitures avec chauffeur", a donné le 26 janvier 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 16 december 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest "betreffende de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur", heeft op 26 januari 1994 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Il résulte des articles 1er, § 2, et 19, de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis qu'une nette distinction est établie entre les taxis et les voitures de location.

Ainsi, en vertu de l'article 19, alinéa 2, de la loi, les voitures de location ne peuvent porter aucun signe extérieur caractérisant le taxi.

Il s'ensuit qu'un taxi ne peut être utilisé comme voiture de location. L'intention du législateur est, à cet égard, sans équivoque; lors des travaux préparatoires de la loi du 23 juin 1969 relative aux services de taxis, dont les dispositions relatives à la distinction entre ces services et les services de location de voitures ont été reproduites par la loi du 27 décembre 1974, la déclaration suivante a, en effet, été faite :

"A la question de savoir si un exploitant de taxi peut employer différemment (lire "indifféremment") son véhicule comme taxi et comme voiture de location, le Ministre répond que les taxis seront munis d'un signe distinctif qui les différencie d'autres véhicules, ceci afin d'éviter la fraude et les abus. Ils ne pourront donc être affectés au transport de personnes qu'en tant que taxi" (1).

(1) Doc. Ch., sess. 1968-1969, n° 385/5, p. 12.

Par conséquent, dans l'arrêté en projet :

- 1º à l'article 2, il convient d'exclure les taxis des véhicules visés comme étant ceux au moyen desquels sont assurés les services de location de voitures;
- 2º l'article 9 doit être omis.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

1. L'alinéa 1er doit être omis.

2. A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, n'est visé comme fondement de l'arrêté en projet que l'article 1er, § 2, de la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis.

Les articles 7 et 8 de l'arrêté en projet semblent devoir trouver leur fondement dans l'article 21, § 1er, de ladite loi; on visera donc également cet article 21, § 1er.

.../...

Dispositif.

Article 1er.

L'article 1er doit être omis. Cette mention prévue par l'article 8, alinéa 2, de la loi du 12 janvier 1989 ne concerne que les ordonnances.

Article 2 (devenant l'article 1er).

1. Au paragraphe 1er, les mots "qui ne sont pas des services de taxis" ne sont pas nécessaires et doivent être omis, dès lors qu'il résulte déjà de l'article 1er, § 2, de la loi du 27 décembre 1974 que les services de location de voitures avec chauffeur déterminés par le Gouvernement ne sont pas considérés comme services de taxis.

2. Selon les explications du délégué du Gouvernement, les mots "voiture", "voiture mixte", "minibus" et "camionnette" s'entendent au sens que leur donne l'article 1er de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques. Cette précision doit être apportée dans le texte.

3. Le texte en projet exclut de la notion de services de location de voitures avec chauffeur les services

.../...

de transport de personnes par ambulance et ceux qu'organise la Société des transports intercommunaux de Bruxelles.

Selon le délégué du Gouvernement, il en résulte que ces services de transport, non seulement ne sont pas soumis à l'arrêté en projet, mais échappent également au champ d'application de la loi du 27 décembre 1974.

Or, il découle de l'article 1er de cette loi que les services de transport de personnes qui ne sont pas désignés par le Gouvernement comme étant des services de location de voitures avec chauffeur sont des services de taxis, s'ils réunissent les conditions fixées par le paragraphe 1er dudit article.

Il appartient aux auteurs du projet d'apprécier si celui-ci ne doit pas être revu à la lumière de cette observation, en tenant compte de ce qu'il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de modifier la définition des services de taxis que donne l'article 1er de la loi.

4. On remplacera les mots "un contrat écrit selon modèle conforme à l'annexe I du présent arrêté" par les mots "un contrat écrit conforme au modèle figurant à l'annexe I".

Dans le texte néerlandais, il y a également lieu de remplacer les mots "minimale duur" par le mot "minimum-duur".

.../...

Par ailleurs, il existe une discordance entre le texte français de cette disposition, où il est question d'"un exemplaire", et le texte néerlandais, qui fait état de "een afschrift".

5. C'est en vue d'éviter toute confusion entre les services de location de voitures avec chauffeur et les services de taxis, que le Gouvernement est habilité à exercer le pouvoir que lui confère l'article 1er, § 2, de la loi du 27 décembre 1974.

L'on n'aperçoit pas à quel risque de confusion entre ces services le paragraphe 2 de l'article en projet se réfère lorsqu'il prévoit que la location doit porter sur le véhicule et non sur chacune des places, puisque, de même, en vertu de l'article 1er, § 1er, 3^o, de la loi du 27 décembre 1974, la mise à la disposition d'un taxi porte sur le véhicule et non sur chacune des places.

Le paragraphe 2 doit donc être omis. De ce fait, la division en paragraphes ne se justifie pas (1).

(1) Cette division ne se justifierait pas davantage si le texte du paragraphe 2 était maintenu puisque chacun des paragraphes de la disposition ne comporterait qu'un alinéa.

Article 3 (devenant l'article 2).

1. Compte tenu des explications données par le délégué du Gouvernement à propos de l'alinéa 1er, le texte suivant est proposé :

"Il est interdit d'embarquer un client à bord d'un véhicule visé à l'article 1er, si un exemplaire du contrat de location couvrant la prestation dont ce client est appelé à bénéficier ne se trouve pas au siège de l'exploitant du service de location".

2. A l'alinéa 2, on remplacera le mot "l'inscription" par les mots "une inscription".

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 3, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4 (devenant l'article 3).

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, in fine, il est proposé d'écrire :

.../...

"... à condition que celui-ci soit uniquement relié à une station de base dont l'exploitant du service de location a la propriété ou la jouissance".

En effet, il se peut que l'exploitant du service de location dispose de la station de base autrement qu'en pleine propriété.

Article 5 (devenant l'article 4).

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

2. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, est répétée inutilement la règle, déjà inscrite à l'article 2, devenant l'article 1er, suivant laquelle un exemplaire du contrat doit se trouver à bord du véhicule.

Par ailleurs, il faut déterminer l'administration compétence pour délivrer le signe distinctif.

Sous réserve des observations qui précèdent, le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Il est proposé de remplacer la phrase introductive du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, par le texte suivant :

"Les conducteurs des véhicules visés à l'article 1er tiennent et conservent dans le véhicule un carnet de bord conforme au modèle figurant à l'annexe II.

Ce carnet a une hauteur de quinze centimètres et une largeur de vingt et un centimètres.

Il comporte en caractères indélébiles les mentions suivantes :".

4. Au 3°, mieux vaut remplacer les mots "du service" par les mots "de la prestation".

5. Dans le texte néerlandais du 5°, il y a lieu d'écrire "bedoeld in" au lieu de "bedoeld onder". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

6. Au sujet du 7°, le Conseil d'Etat relève que le modèle figurant à l'annexe II ne fait pas mention des heures d'embarquement et de débarquement du client. On supprimera cette discordance.

.../...

Article 6 (devenant l'article 5).

1. Dans la première et dans la seconde phrase, le mot "entreprise" doit être remplacé par le mot "exploitant".

2. Dans la première phrase, il paraît plus logique de remplacer les mots "de sa date d'utilisation" par les mots "du moment où il est rempli".

Compte tenu de ces observations, mieux vaudrait rédiger le texte néerlandais de cet article ainsi qu'il est proposé donna la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Le seul pouvoir attribué au Gouvernement par l'article 1er de la loi du 27 décembre 1974 est celui de déterminer les services de location de voitures avec chauffeur qui ne sont pas considérés comme services de taxis. Le Gouvernement n'est pas compétent pour définir la notion de service de taxis.

La disposition en projet doit donc être omise.

.../...

Article 13. (devenant l'article 10).

On écrira :

"Art. 10. Le Ministre qui a les taxis dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Annexe I.

Le contrat-type de location appelle les observations suivantes :

1. Le texte en projet donne à penser que ce n'est que dans l'hypothèse où l'exploitant d'un service de location est une société que l'immatriculation au registre du commerce est requise.

Il y a lieu, dans tous les cas, s'agissant d'un commerçant, personne physique ou personne morale, d'exiger la mention de son numéro d'immatriculation au registre du commerce.

2. Le texte en projet impose une immatriculation au registre du commerce de Bruxelles. Une telle obligation ne repose sur aucun fondement légal. On omettra donc le mot "Bruxelles".

.../...

3. L'article 3, alinéa 1er, du contrat-type n'a aucune portée juridique. Il va de soi, en effet, que le tribunal compétent peut être saisi d'un litige.

Par ailleurs, il n'est pas au pouvoir du Gouvernement de déterminer, comme il le fait à l'alinéa 2, qui est responsable en cas d'infraction à la loi du 27 décembre 1974 et à l'arrêté en projet, pas plus que d'établir une solidarité.

L'article 3 du contrat-type de location doit donc être omis.

4. Le contrat-type prévoit que la convention doit être faite à Bruxelles. Une telle règle n'a aucun fondement légal.

Annexe II.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

Le texte néerlandais de l'arrêté en projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

ALGEMENE OPMERKING.

Uit de artikelen 1, § 2, en 19 van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten blijkt dat een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen een taxi en een voor verhuring gebruikt voertuig.

Zo mag volgens artikel 19, tweede lid, van de wet op de voor verhuring gebruikte voertuigen geen enkel uiterlijk teken voorkomen waardoor een taxi wordt gekenmerkt.

Daaruit vloeit voort dat een taxi niet mag worden aangewend als een voor verhuring gebruikt voertuig. De bedoeling van de wetgever is in dat verband ondubbelzinnig; tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 23 juni 1969 betreffende de taxidiensten, waarvan de bepalingen inzake het onderscheid tussen deze diensten en de diensten voor verhuring van voertuigen overgenomen zijn in de wet van 27 december 1974, is immers gesteld :

"Op de vraag of een taxi-exploitant zijn auto als taxi en als huurwagen mag gebruiken, antwoordt de Minister dat de taxi's een kenteken zullen krijgen dat ze van andere voertuigen onderscheidt, om bedrog en misbruik te voorkomen. Zij zullen dus slechts als taxi voor het vervoer van personen kunnen worden gebruikt" (1).

Bijgevolg moeten in artikel 2 van het ontworpen besluit de taxi's worden uitgesloten van de erin opgesomde voertuigen die worden aangewend in het kader van diensten voor verhuring van voertuigen, en moet artikel 9 van dit besluit vervallen.

(1) Gedr. St. Kamer, zitting 1968-1969, nr. 385/5, blz. 12.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Aanhef.

1. Het eerste lid moet vervallen.

2. In het tweede lid, dat het eerste lid wordt, wordt als rechtsgrond van het ontworpen besluit alleen artikel 1, § 2, van de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten opgegeven.

De rechtsgrond van de artikelen 7 en 8 van het ontworpen besluit lijkt artikel 21, § 1, van die wet te zijn; derhalve moet ook worden verwezen naar dit artikel 21, § 1.

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

Artikel 1 moet vervallen. De erin vervatte vermelding, voorgeschreven bij artikel 8, tweede lid, van de wet van 12 januari 1989, heeft alleen betrekking op ordonnanties.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

1. In paragraaf 1 moeten de woorden "die geen taxidiensten zijn en" als overbodig vervallen, daar reeds

.../...

uit artikel 1, § 2, van de wet van 27 december 1974 blijkt dat de door de Regering bepaalde diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur niet als taxidiensten worden beschouwd.

2. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering moeten de woorden "auto", "auto voor dubbel gebruik", "minibus" en "combi" worden opgevat zoals wordt bepaald bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen. Die precisering moet in de tekst worden aangebracht.

3. In de ontworpen tekst worden de diensten voor het vervoer van personen door middel van een ziekenwagen en de diensten georganiseerd door de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel niet beschouwd als diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

Volgens de gemachtigde van de Regering vloeit daaruit niet alleen voort dat het ontworpen besluit niet toepasselijk is op die vervoerdiensten, doch ook dat deze diensten buiten de werkingssfeer van de wet van 27 december 1974 vallen.

Uit artikel 1 van die wet vloeit echter voort dat de diensten voor het vervoer van personen die de Regering niet als diensten voor het verhuren van voertuigen met

.../...

chauffeur heeft bepaald, taxidiensten zijn mits zij voldoen aan de voorwaarden gesteld in paragraaf 1 van dat artikel.

Het staat aan de stellers van het ontwerp om te oordelen of dit artikel niet behoeft te worden herzien in het licht van deze opmerking, rekening houdend met de omstandigheid dat de Regering niet bevoegd is om de in artikel 1 van de wet vervatte begripsomschrijving van de taxidiensten te wijzigen.

4. Men vervange de woorden "minimale duur" en "een schriftelijk huurcontract naar het model dat conform is aan bijlage I van dit besluit" respectievelijk door de woorden "minimumduur" en "een schriftelijk contract, conform het model in bijlage I". Voorts is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse tekst van die bepaling, waarin sprake is van een "afschrift", en de Franse tekst, waarin sprake is van "un exemplaire".

5. De Regering beschikt over de bevoegdheid die haar wordt verleend overeenkomstig artikel 1, § 2, van de wet van 27 december 1974 ten einde iedere verwarring te voorkomen tussen de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur en de taxidiensten.

De Raad van State ziet niet in welke mogelijke verwarring tussen die diensten bedoeld wordt in het ontworpen artikel 1, paragraaf 2, wanneer die bepaling voorschrijft dat de verhuring op het voertuig betrekking moet

.../...

hebben, doch niet op elk van de plaatsen ervan, daar volgens artikel 1, § 1, 3°, van de wet van 27 december 1974 ter zake van taxi's ook het voertuig ter beschikking wordt gesteld, doch niet elk van de plaatsen ervan.

Paragraaf 2 moet dus vervallen. Bijgevolg bestaat er geen grond om het artikel in paragrafen in te delen (1).

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

1. Gelet op de uitleg die de gemachtigde van de Regering omtrent het eerste lid heeft verstrekt, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Het is verboden een klant mee te nemen in een voertuig bedoeld in artikel 1, indien zich op de zetel van de exploitant van de verhuurdienst geen exemplaar bevindt van het huurcontract met betrekking tot de prestatie die aan de klant moet worden geleverd".

2. In het tweede lid schrijve men : "Iedere bestelling van een voertuig wordt ingeschreven in een register dat op de zetel van de exploitant wordt bijgehouden en waarin de datum en het uur van de bestelling, alsook het

(1) Er zou al evenmin grond bestaan om het artikel in paragrafen in te delen indien de tekst van paragraaf 2 behouden blijft, omdat elk van de paragrafen van dit artikel slechts één lid bevat.

precieze voorwerp van het contract en de prijs ervan worden vermeld".

3. In het derde lid schrijve men "een geautomatiseerd register bij te houden" in plaats van "een computer-gestuurd register te voeren".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Buiten noch binnen in de voertuigen bedoeld in artikel 2 mag een kenteken voorkomen dat kenmerkend is voor of doet denken aan voertuigen gebruikt voor de exploitatie van een taxidienst, zoals een taxameter, een verklikkerlicht en vermeldingen specifiek voor taxi's".

2. Voorgesteld wordt aan het eind van het tweede lid te schrijven :

"... in de zin van artikel 1, 4°, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, mits het toestel alleen verbonden is met een basisstation waarvan de exploitant van de verhuurdienst eigenaar is of het vruchtgebruik heeft".

.../...

Het is immers mogelijk dat de exploitant van de verhuurdienst op een andere wijze over het station beschikt dan in volle eigendom.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

1. Er bestaat geen grond om een artikel in paragrafen te verdelen wanneer elk ervan slechts één lid bevat.

2. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, wordt de regel die reeds vervat is in artikel 2, dat artikel 1 wordt, naar luid waarvan een exemplaar van het contract zich aan boord van het voertuig moet bevinden, nodeloos herhaald.

Bovendien moet worden bepaald welk bestuur bevoegd is om het kenteken af te geven.

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen schrijve men :

"Het voertuig dat ingezet wordt voor de exploitatie van een dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, moet uitgerust worden met ... wordt afgegeven".

.../...

3. Voorgesteld wordt de inleidende volzin van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te vervangen :

"De chauffeurs van de voertuigen bedoeld in artikel 1 houden in het voertuig een rittenkilometerboekje bij, conform het model in bijlage II.

Dit boekje is vijftien centimeter hoog en eenentwintig centimeter breed.

Het bevat de volgende, met onuitwisbare inkt aangebrachte vermeldingen :".

4. Het zou beter zijn in onderdeel 3° het woord "dienst" te vervangen door het woord "prestatie".

5. In onderdeel 5° schrijve men "bedoeld in" in plaats van "bedoeld onder". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

6. In verband met onderdeel 7° merkt de Raad van State op dat het model in bijlage II geen melding maakt van de uren van in- en uitstappen van de klant. Dat gebrek aan overeenstemming moet worden verholpen.

.../...

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

1. In de eerste en de tweede volzin vervange men het woord "onderneming" door het woord "exploitant".

2. Het lijkt logischer in de eerste volzin de woorden "vanaf de dag dat het voor het eerst gebruikt werd" te vervangen door de woorden "vanaf het ogenblik waarop het vol is".

Rekening houdend met deze opmerkingen zou het beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Het in artikel 2 bedoelde register moet gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf het ogenblik waarop het vol is, bewaard worden op de zetel van de exploitant. De in artikel 4, tweede lid, bedoelde rittenkilometerboekjes moeten, zodra ze vol zijn, op de zetel van de exploitant worden afgegeven, waar ze bewaard worden gedurende vijf jaar te rekenen van de datum waarop ze zijn afgegeven".

Artikel 10.

De enige bevoegdheid die artikel 1 van de wet van 27 december 1974 aan de Regering verleent, is het bepalen van de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur die niet als taxidiensten worden beschouwd. De Regering is niet bevoegd om het begrip "taxidienst" te omschrijven.

.../...

Derhalve moet de ontworpen bepaling vervallen.

Artikel 13 (dat artikel 10 wordt).

Men schrijve :

"Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de taxi's behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit".

Bijlage I.

Omtrent het model van huurcontract moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt :

1. De ontworpen tekst wekt de indruk dat de inschrijving in het handelsregister alleen vereist is indien de exploitant van de verhuurdienst een maatschappij is.

Daar het om een handelaar gaat, ongeacht of deze een natuurlijk persoon dan wel een rechtspersoon is, moet in alle gevallen de vermelding van diens inschrijvingsnummer in het handelsregister worden voorgeschreven.

2. De ontworpen tekst schrijft de inschrijving in het handelsregister van Brussel voor. Een zodanige verplichting rust op geen enkele rechtsgrond. Derhalve moet het woord "Brussel" vervallen.

.../...

3. Artikel 3, eerste lid, van het model-contract heeft geen enkele juridische betekenis. Het spreekt immers vanzelf dat een geschil bij de bevoegde rechtbank aanhangig kan worden gemaakt.

Bovendien komt het niet aan de Regering toe om, zoals in het tweede lid nochtans gedaan wordt, te bepalen wie aansprakelijk is in geval van niet-naleving van de wet van 27 december 1974 en van het ontworpen besluit, en evenmin om een hoofdelijke aansprakelijkheid in te voeren.

Artikel 3 van het model van huurcontract moet dus vervallen.

4. Het model-contract bepaalt dat de overeenkomst te Brussel moet worden opgemaakt. Een zodanige regel heeft geen enkele rechtsgrond.

Bijlage II.

In de Nederlandse tekst vervange men de woorden "Agenda voor" en "deze agenda" onderscheidenlijk door de woorden "Rittenkilometerboekje voor" en "dit boekje".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontworpen besluit is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies een aantal voorstellen gedaan.

DV.

- 24 -

L. 22.996/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.